Brazzaville, Congo, 19 mai (Infosplusgabon) - Le tribunal de grande instance de Ouesso, dans la Sangha, au nord du pays, a condamné cinq Congolais à des peines allant de deux à trois ans de prison ferme sur deux affaires portant sur la criminalité faunique, selon les verdicts rendus vendredi à Ouesso, ville située à plus de 900 km au nord de Brazzaville, a annoncé la radio publique.

La première affaire est celle relative aux cinq sujets congolais arrêtés le 29 janvier dernier en flagrant délit de détention et circulation illégales, tentative de commercialisation de 15 pointes d'ivoire représentant huit éléphants massacrés. Trois d'entre eux ont écopé trois ans d'emprisonnement ferme assortis de 500.000 F CFA d'amende et de cinq millions de F CFA de dommages et intérêts.

La deuxième affaire est celle concernant deux personnes interpellées le 26 février 2018 avec quatre pointes d'ivoire, représentant deux éléphants tués (une femelle et son éléphanteau). Ils ont été condamnés à douze mois d'emprisonnement ferme avec cinq millions de dommages et intérêts et 300.000 francs CFA d'amende. Ces délinquants fauniques sont des habitués du commerce illégal des produits de la faune.

Les arrestations de ces trafiquants d'ivoire avaient eu lieu à Ouesso par les agents de la direction départementale des Eaux et Forêts et de la gendarmerie, avec l'appui du projet PALF (Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage).

Les audiences portant sur ces affaires ont eu lieu le 15 février 2018, le 1er mars 2018 et le 22 mars 2018, au cours desquelles ces individus avaient tous reconnu les faits qui leur étaient reprochés. Ces verdicts viennent une fois de plus traduire concrètement la volonté du Congo qui s'est engagé à protéger ses ressources naturelles conformément aux textes réglementant ce secteur.

L'éléphant fait partie des espèces intégralement protégées en République du Congo, comme le stipule l'article 27 de la loi congolaise en matière de protection de ces espèces fauniques : " l'importation ; l'exportation ; la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées ainsi que leurs trophées sont strictement interdits ; sauf dérogation spéciale de l'administration des Eaux et Forêts pour les besoins de la recherche scientifique " .

FIN/INFOSPLUSGABON/VAR/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon